

Le 13 octobre 1979

La Gazette du Canada Partie I

6443

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT CLEAN AIR ACT

The Minister of the Environment announces in regard to the operation of gold roasting plants in Canada, that he proposes to recommend to the Governor in Council that he enact regulations under the Clean Air Act prescribing national emission limits for emissions of arsenic into the ambient air by gold roasting plants, and respecting emission testing and the keeping of records.

Under paragraph 7(1)(a) of the Clean Air Act, the Governor in Council may prescribe national emission standards establishing the maximum quantities, if any, and concentration of an air contaminant that may be emitted by stationary sources, where the emission of a contaminant in the quantities and concentrations in which it is consumed or produced in the operation of such sources would constitute a significant danger to the health of persons. The Department of the Environment has consulted with the Department of National Health and Welfare on the subject of the danger to health created by airborne arsenic and has been advised to implement measures to minimize arsenic emissions.

Gold roasting plants, in the course of normal operations, are major sources known to emit arsenic emissions to the ambient air. The proposed regulations take into account the fact that technology is available to control emissions from this industry to a high degree of containment.

An effective date of July 1, 1980, will be specified as part of the recommendations to the Governor in Council. This date effectively provides the industry an adequate time period for the installation of emission control technology or the modification of existing emission control technology.

A Socio-Economic Impact Analysis has been prepared for these regulations and a summary of the Socio-Economic Impact Analysis study is included as part of this announcement.

The Minister invites comment on the proposed regulations, which appear below, and on the Socio-Economic Impact Analysis study, the summary of which follows the proposed regulations. All comments addressed to the undersigned, postmarked not later than ninety days after the publication of this notice, will be considered.

R. M. ROBINSON
Assistant Deputy Minister
Environmental Protection Service

Summary of Socio-Economic Impact Analysis for the Gold Roasting Plants Proposed National Arsenic Emission Standard Regulations

(i) The control of arsenic from gold smelting will not impose significant social costs. A socio-economic analysis was conducted due to the potential for smelter shutdown and large economic effects in isolated resource economy centres. There will be no shutdowns as a result of the regulation proposed.

(ii) The epidemiological analyses available were considered inadequate as a basis for extrapolation of health effects.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT LOI SUR LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Le ministre de l'Environnement fait connaître par les présentes le règlement qu'il se propose de recommander au Gouverneur en conseil sous l'empire de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique, pour régler à l'échelle nationale les dégagements d'arsenic dans l'air ambiant par les fours de grillage de l'or, pour faire contrôler ces dégagements et pour faire tenir des dossiers d'exploitation.

Aux termes de l'alinéa 7(1)a) de la Loi susmentionnée, le Gouverneur en conseil peut prescrire des normes nationales de dégagement qui limitent les quantités, s'il en est, et les concentrations des agents de contamination qui peuvent être dégagés dans l'air ambiant par des sources fixes, lorsque ces agents peuvent constituer, de par les quantités ou concentrations dans lesquelles ils sont consommés ou produits auxdites sources, un danger appréciable pour la santé des personnes. Le ministre de l'Environnement a consulté le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet de la nocivité de l'arsenic atmosphérique et s'est vu conseillé d'adopter des mesures pour minimiser les dégagements.

Dans le cours normal de leur exploitation, les fours de grillage de l'or dégagent de l'arsenic dans l'atmosphère. Le projet de règlement tient compte du fait qu'il existe des techniques pour épurer ces dégagements de façon très efficace.

La date du 1^{er} juillet 1980 sera recommandée au Gouverneur en conseil pour l'entrée en vigueur du règlement, ce qui donne à l'industrie le temps d'installer des dispositifs anti-pollution ou de modifier celles qui sont en place.

Une analyse des répercussions socio-économiques du projet de règlement a été réalisée, et son résumé est joint au présent avis.

Le ministre sollicite vos observations sur le projet de règlement que vous trouverez plus loin et sur le résumé de l'analyse socio-économique qui le suit. Nous serons attentifs à toutes les observations qui nous seront adressées dans les 90 jours suivant la publication du présent avis, tel qu'attesté par le cachet d'obligation de la poste.

Le sous-ministre adjoint
Service de la protection de l'environnement
R. M. ROBINSON

Résumé de l'analyse des incidences socio-économiques du projet de règlement sur les normes nationales de dégagement de l'arsenic par les fours de grillage de l'or

(i) L'épuration des dégagements d'arsenic causés par la fusion de l'or n'entraînera pas des coûts sociaux considérables. L'analyse socio-économique a été réalisée pour déterminer quelles répercussions aurait le projet de règlement sur les centres économiques isolés de cette industrie extractive et s'il fallait envisager la fermeture de fonderies, ce qui ne sera pas le cas.

(ii) Aucune extrapolation n'a pu être faite à partir des analyses épidémiologiques existantes pour mesurer les effets